



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°19

LE COMITÉ DES RÉGIONS

Institué en 1994, le Comité des régions (CdR) est l'assemblée des représentants locaux et régionaux de l'Union européenne, mis en place pour répondre à un double constat :

- 70 % de la législation européenne sont mis en œuvre au niveau local ou régional, d'où l'importance de consulter les collectivités concernées
- Les niveaux de gouvernement les plus proches du citoyen sont de meilleurs ambassadeurs du processus d'intégration européenne que de lointaines institutions

Composition et fonctionnement

Le CdR rassemble 353 membres issus des 28 Etats membres (avec une répartition en fonction de la démographie des Etats) qui sont nommés par les gouvernements nationaux pour un mandat de 5 ans renouvelable et qui sont choisis par les élus territoriaux, c'est à dire les maires, les présidents de régions et les conseillers municipaux.

Trois principes régissent le fonctionnement et les travaux du CdR :

- La subsidiarité, ce qui signifie que les décisions au sein de l'UE doivent être prises au niveau le plus proche du citoyen
- La proximité, ce qui signifie que les travaux doivent être organisés de manière transparente pour que les citoyens puissent y intervenir
- Le partenariat, ce qui signifie que les différents niveaux de gouvernement (européen, national, régional et local) doivent être associés à toutes les étapes du processus décisionnel

Rôles et attributions

La Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne doivent consulter le Comité des Régions lorsque de nouvelles propositions pourraient avoir des répercussions sur les échelons locaux

et régionaux. En cas de manquement à cette obligation, le CdR peut saisir la Cour de justice de l'Union européenne sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Une influence croissante

D'abord plutôt symbolique, le rôle du Comité des Régions s'est accru avec le temps et les nouveaux traités. Ainsi, depuis le Traité de Lisbonne, le CdR doit être consulté tout au long du processus législatif lorsqu'il concerne des sujets de cohésion économique et sociale, de réseaux d'infrastructure transeuropéens, de santé, d'éducation, de culture, d'emploi, de politique sociale, d'environnement, de formation professionnelle, de transport, de protection civile... Bref, sur presque tous les sujets !

Le Comité des Régions participe également activement à la vie de l'Union européenne de différentes manières :

- Les avis portent sur les textes législatifs qui ont une incidence pour les collectivités régionales et locales ; ils sont envoyés à toutes les institutions européennes et publiés au *Journal officiel de l'Union européenne*
- Les résolutions permettent aux collectivités territoriales d'exprimer leur point de vue sur des sujets d'actualité
- Les rapports d'impact ont une dimension prospective et ont pour objet d'évaluer l'incidence d'une politique au niveau régional ou local
- Les études du CdR analysent divers aspects régionaux et locaux de la construction européenne : questions sociales, éducation, transports...

Les Open Days

Chaque année depuis 2002, le Comité des Régions organise la Semaine européenne des régions et des villes, également baptisée « Open Days », en partenariat avec les associations des collectivités territoriales et plusieurs institutions européennes.

Pendant une semaine, des milliers de participants peuvent assister à des conférences, des séminaires et des expositions, participer à des débats ou rechercher de nouveaux partenaires pour lancer des projets à l'échelle européenne.